



Paris le 5 octobre

**Compte rendu de la  
Conférence de Monsieur Jean-Maurice RIPERT,  
Ambassadeur de France à Pékin,  
Ancien ambassadeur à Moscou  
Sur le thème  
« France – Europe – Russie »,  
mardi 5 septembre 2017, 19h30-21h, à l'amphithéâtre Des Vallières,  
École militaire, Paris,  
co-organisée par le comité Europe de l'ANAJ-IHEDN et EuroDéfense-France**

### **Introduction**

M. Ripert souligne en préambule qu'il n'est plus ambassadeur en Russie et qu'il s'exprime à titre strictement personnel.

Il insiste sur l'importance de la franchise en diplomatie, indiquant que « la diplomatie ne consiste jamais à mentir ». Il évoque les échanges qu'il a eus avec ses interlocuteurs russes pendant quatre ans. Il souligne que pour comprendre la politique extérieure de la Russie, il faut interpréter la situation intérieure du pays. Depuis 2013, la Russie a connu un ralentissement économique et le régime s'est durci depuis la réélection de Vladimir Poutine en 2012. À l'été 2017, au moment où Monsieur l'ambassadeur Ripert quittait ses fonctions en Russie, la situation dans le pays s'était dégradée même si les signes de reprise étaient là.

Le régime russe mène une politique étrangère active qui se veut en rupture avec l'Europe et le Monde Occidental. Toutefois, cela n'empêche pas un haut niveau de relations bilatérales entre la France et la Russie.

**Situation intérieure en Russie :** Vladimir Poutine se réfère à l'histoire russe. Certains épisodes sont occultés, d'autres mis fortement en avant, comme le rôle central du pays dans la lutte contre le nazisme. L'objectif de ces efforts est d'accréditer l'idée qu'il existe une nation russe et de légitimer les actions du Kremlin. Il s'agit de consolider la « verticale du

pouvoir », d'établir un lien direct entre les Russes et le dirigeant en place au Kremlin. Cette vision affecte aussi la conception du rôle dévolu à la société civile, aux corps intermédiaires, ou au parlement. Parallèlement, le pays met en avant des valeurs qui seraient propres à l'histoire russe et s'opposeraient à celles d'un Occident présenté comme dépravé et décadent.

La contestation du régime est difficile, on note des restrictions du champ des libertés publiques ; la marge de manœuvre des ONG et des médias est réduite. Il existe des violences politiques : M. Ripert rappelle l'assassinat de l'opposant Boris Nemtsov il y a deux ans, et évoque les campagnes homophobes menées notamment en Tchétchénie. Des « trolls » relaient les conceptions russes sur internet ; il existe des organes de propagande et même de désinformation comme Sputnik. L'ensemble de ces éléments fait que la population est coupée d'un certain nombre d'évolutions de la planète.

Toutefois, très récemment, plusieurs manifestations des jeunes gens ont eu lieu en Russie. Des jeunes issus des classes moyennes ont manifesté, ce qui laisse penser qu'une nouvelle génération se forme et réclame d'être entendue. Etonnement, la répression était inégale : parfois rude, parfois inexistante.

**Sur le plan extérieur**, la Russie cherche à rétablir le dialogue avec les États-Unis et à recouvrer un statut de grande puissance, mais a du mal à s'adapter à un monde multipolaire. L'incertitude est un élément que les Russes ont du mal à intégrer. À ce propos, on peut noter que la Russie n'a pas une économie de marché pleinement développée, et se distingue en cela des autres pays des « BRICS ». La Russie dépend encore très fortement de ses ressources en hydrocarbures. Ces dernières années, la diplomatie russe s'est concentrée sur les difficultés qui pouvaient découler des « révolutions de couleur ». Là encore, la Russie considère l'instabilité comme menaçante, et cherche à promouvoir une sorte d'ordre mondial alternatif, convaincue que les valeurs libérales ne suffisent plus à fonder un ordre international. Le nationalisme en Russie est vivace, avec une extrême droite dure, souvent associée à une forte mise en avant des valeurs chrétiennes. Si la population russe est cultivée et éduquée et si la Russie dispose d'une base technologique puissante, le pays se referme sur lui-même et peine à se réformer. L'opposition « hors système » n'existe plus ; il est difficile d'être candidat : par exemple, Alexeï Navalny ne sait pas s'il pourra se présenter aux élections présidentielles en mars 2018. Vladimir Poutine devrait être réélu sans encombre. Mais il faut noter que les taux de participation réels aux scrutins en Russie se situent probablement entre 35 et 40 %.

Malgré la **crise économique sérieuse** (affaiblissement du rouble, baisse du baril de pétrole, faible croissance), la Russie a connu des succès. La banque centrale russe est parvenue à juguler l'inflation. La dette, extérieure a diminué et a rejoint un niveau très faible par rapport au PIB mais la dette privée est très élevée. On note une reprise dans le secteur agricole. Mais ces évolutions positives n'ont pas d'impact notable sur le quotidien des Russes. Par ailleurs, la dépendance aux hydrocarbures reste très forte : 50% du budget d'Etat, 30% du PIB, 75 % de recettes. J.M. Ripert note que la popularité de Vladimir Poutine

reste néanmoins forte. Il relève en outre que les Russes ont fait montre d'une solidarité exceptionnelle avec la France au moment des attaques terroristes de novembre 2015 et de 2016 en France.

S'agissant plus précisément de la **politique étrangère russe**, J.M. Ripert souligne la volonté de Vladimir Poutine de rompre avec le statu quo. Il rappelle les événements de 2008 en Ossétie du Sud et en Abkhazie, ainsi que la situation en Crimée, dans le Donbass et en Transnistrie. Il souligne que les pays voisins de la Russie ont des attentes vis-à-vis de l'Europe. Il relève l'échec du « Reset » souhaité par le président américain Barack Obama. Paradoxalement, c'est le retrait des États-Unis, plus que leur trop forte présence, qui pose problème aux Russes. Ceux-ci ont élaboré une nouvelle doctrine stratégique et ont renforcé efficacement leur outil de défense (matériels, formation, réorganisation territoriale...). La Russie est aujourd'hui engagée, voire embourbée dans des conflits majeurs qu'elle a déclenchés. Sur l'**annexion de la Crimée**, J.M. Ripert estime que la question n'est pas de savoir si historiquement, la Crimée est russe ou ukrainienne : ce qui pose problème, c'est l'annexion militaire. Les décisions russes visent à donner corps au concept de « Nouvelle Russie ».

Le deuxième objectif des Russes est de tenter de convaincre les États membres de la CEI de résister aux sirènes européennes et de s'abstenir de chercher à obtenir un statut au sein de l'OTAN. Il faut noter aussi que l'appareil militaire russe avait sans doute hâte de montrer l'efficacité des réformes menées en son sein. Si l'objectif russe était d'éviter une extension vers l'est de l'OTAN (qui n'était pourtant pas à l'ordre du jour), on peut considérer qu'il n'est pas vraiment atteint, comme le montrent les mesures de « réassurance » mises en œuvre par l'Alliance dans l'Est de l'Europe. Le conflit avec l'Ukraine a créé un abcès de fixation avec les États-Unis et l'Europe. J.M. Ripert rappelle que la France agit dans le cadre de la configuration diplomatique qu'on appelle « format Normandie » qu'elle a créé avec l'Allemagne. Aujourd'hui, la situation « tiède » au Donbass (il y a toujours des morts) semble hélas satisfaire aussi bien à Kiev qu'à Moscou.

S'agissant de l'intervention militaire massive des Russes en **Syrie** en 2015, elle a évité la débâcle au président syrien : de ce point de vue, c'est un succès indiscutable pour la Russie, et une nouvelle démonstration de l'efficacité de son outil militaire. Toutefois, Moscou n'est pas parvenue à éviter le morcellement ethnico-religieux de la Syrie. Aujourd'hui, les Russes sont obligés de se battre contre Daech, ce qui n'a pas été le cas depuis le début. Les **relations entre la Russie et la Turquie** sont difficiles et complexes, notamment autour de la question des **filières djihadistes** (de ce point de vue, les Russes sont confrontés à une problématique proche de celle qu'affronte la France). Le seul objectif d'Ankara est d'empêcher la constitution d'une entité régionale kurde en Syrie. J.M. Ripert estime qu'il existe cependant aujourd'hui une volonté réelle des Russes de voir cesser le conflit en Syrie. La lutte contre le terrorisme est une obsession en Russie, depuis le conflit en Tchétchénie, qui a fait environ 250 000 morts et suscité de nombreux attentats. Il y aurait entre 8 000 et 10 000 djihadistes russophones en Syrie. Les Russes nourrissent en outre de fortes inquiétudes s'agissant de l'**Afghanistan**, où s'est implanté solidement Daech. Or ce pays est une porte ouverte sur l'Asie centrale, c'est-à-dire sur des pays dont les forces de sécurité

sont peu préparées à lutter efficacement contre le terrorisme, ce qui risque d'ouvrir une « autoroute terroriste » vers la Russie.

J.M. Ripert commente **l'évolution des relations entre la Russie et les États-Unis** depuis l'élection de Donald Trump. Il estime que les Russes espéraient davantage la défaite d'Hillary Clinton que la victoire de Donald Trump. Les espoirs qu'ils pouvaient malgré tout nourrir après la victoire de ce dernier ont été déçus depuis.

S'agissant de **l'Europe**, M. l'ambassadeur indique que les autorités russes pensaient que l'UE allait s'effondrer, que les populismes et le BREXIT allaient la faire éclater. Les Russes ont beaucoup de mal à comprendre le fonctionnement de l'UE, ont une lecture insuffisante et erronée de l'histoire européenne et de la réconciliation franco-allemande, surestiment l'impact du terrorisme et de la crise migratoire sur l'UE et sous-estiment la relance européenne (notamment l'action conjointe de M. Macron et de Mme Merkel). J.M. Ripert rappelle que la Russie se situe entre l'Europe et l'Asie, elle ne peut donc se limiter à une approche strictement asiatique. Contrairement à la Russie, la **Chine** a parfaitement conscience de la stabilité de l'UE.

Concernant les tensions avec la **Corée du Nord**, J.M. Ripert souligne la convergence, pour le coup, des positions russe et chinoise. Ni la Chine ni la Russie n'ont intérêt à une déstabilisation de la péninsule coréenne ; toutefois, ni la Chine ni la Russie ne peuvent accepter un régime de sanctions qui ferait appel au chapitre VII de la charte des Nations Unies. La situation est difficile et tendue.

Contrairement à la Russie, la Chine est résolument engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique. En Russie, le sujet n'est que peu évoqué.

En **conclusion**, J.M. Ripert souligne que toutes les difficultés qu'il a abordées n'ont pas empêché la France et la Russie de beaucoup se consulter et de travailler ensemble. Par exemple, en 2016, il y a eu plusieurs rencontres et vingt-cinq conversations téléphoniques entre les présidents Poutine et Hollande. La France est le premier investisseur étranger en Russie depuis 2014, et a multiplié par 2,5 sa part de marché. Les oppositions mentionnées n'empêchent pas l'existence d'une relation spéciale avec les Russes, ni la possibilité de travailler avec eux sur des dossiers comme la Syrie, l'Ukraine, la Corée du Nord, etc.

\* \* \*

À l'issue de sa conférence, J.M. Ripert a répondu à un certain nombre de **questions de la salle**, portant notamment sur la situation dans **l'Arctique**, sur les **sanctions** prises contre la Russie et la **politique russe de substitution aux importations**, sur le **conflit russo-ukrainien**, sur la situation à **Kaliningrad**, ou encore sur la **réorganisation de l'économie russe**.